



Alors que le Pr FAME NDONGO serait en train de «siroter du petit lait», pour avoir réussi une autre promesse auprès des populations, des actions ciblées sont à nouveau envisagées

Pendant trois jours, la grogne des populations a paralysé la circulation entre Ebolowa et Akom 2, pour deux revendications fondamentales: la route et l'électricité. Le professeur Jacques FAME NDONGO, ministre d'État chargé de l'enseignement supérieur et coordonnateur du RDPC dans le Sud est descendu sur le terrain, théâtre des manifestants accompagné du ministre de l'eau et de l'énergie, suivi d'une délégation du conseil régional et l'Etat-major du gouverneur du Sud.

L'affaire sous la coordination du Pr FAME NDONGO prend d'abord une tournure politique, incriminant les frustrés des renouvellements des organes de base du RDPC et un natif du coin, professeur à l'université de Ngaoundéré qu'ils accusent d'animer la grève.

Recadrés par les populations déterminées, ils vont abandonner la piste des boucs émissaires. Le ministre de l'eau et de l'énergie va débloquer séance tenante, une somme de 200 millions de FCFA, pour la réhabilitation du réseau électrique. D'après plusieurs sources, ce réseau électrique a fait l'objet d'une attribution publique en 2017; la société adjudicataire n'ayant rien reçu de l'État, pour répondre aux exigences d'Enéo avait abandonné ledit marché.

Ayant eu des informations au sujet de ce marché public, les populations ont voulu savoir où se

trouvait l'argent qui avait été affecté. Or, la réfection du réseau électrique, objet des 200 millions ne concerne qu'un petit tronçon routier, alors que tout l'axe Ebolowa Kribi, croupit dans le manque d'électricité. Entre Adjap et Akom2, la route est coupée du fait des boubiers. Et les populations d'Akom 2 annoncent des actions similaires dans les prochains jours.

Le ministre des travaux publics incriminé ?

Alors que le coordonnateur politique de la région du Sud,c, annonçait sans délai la descente des engins, pour obtenir en échange le silence des populations, plusieurs observateurs cherchent à comprendre, le compte financier et les procédures par lesquelles, monsieur le ministre d'État agit de la sorte.

Pouvant, en date du 27 Mai 2018, le premier ministre adressait au ministre des Travaux Publics, une correspondance avec pour objet: «Revendication du Groupement MCA GRUPO SA, Projet construction de la route Ebolowa-Akom 2-Kribi». Dans cette correspondance, le Premier ministre s'étonne de l'attribution de ce marché à l'entreprise italienne ICM/CMC qui, depuis 2017 se trouvait dans l'incapacité de mobiliser les fonds pour réaliser ces travaux.

Le directeur du cabinet du Premier qui signe la correspondance en question, conclut que: «Le premier ministre, Chef du gouvernement me charge de vous demander de bien vouloir votre procédure et de vous aligner sur le bon sens et l'intérêt supérieur de l'État, dans l'attribution de ces marchés conformément aux dispositions pertinentes du code des marchés publics»

Avait-il lu cette correspondance ?

Pour les populations du Sud, la situation est critique au crépuscule des années du chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA au pouvoir. Hier matin, une réunion de concertation a été interdite au village ZOUA MEYONG par le chef Kamezele Essola Etienne, agissant en qualité d'auxiliaire de l'administration, sous le prétexte que c'était une réunion politique, et que les organisateurs n'avaient pas d'autorisation de l'autorité administrative.

La Nouvelle Expression
